

DELIBERATION N° 2018-15

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 30 JANVIER 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°160-2017 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 12 juillet 2017,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'avis favorable du conseil de gestion de l'Institut d'Administration des Entreprises du 13 avril 2017
Vu l'avis favorable de la Commission Formation et Vie Universitaire du 21 décembre 2017
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Pascal CREMOUX, Directeur administratif de la DEVE,

Considérant la nécessité d'aligner le programme de formation du Master 2 MAMAP sur 400h pour permettre son passage en apprentissage.

Approuve la modification de la maquette de formation du Master 2 Management Public - MAMAP de l'Institut d'Administration des Entreprises pour les années universitaires 2017-2018 et 2018-2019, comme suit :

Article 1

Modification du nombre d'heure d'enseignement de la maquette initiale qui passe de 310H/an à 400H/an par an.

Article 2

Les 90H/an supplémentaires de cours magistraux seront dispensée dans le cadre du module « méthodologie ».

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35
Quorum : 18
Présents et représentés : **27**
Fait à Nice, le 7 février 2018

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-15
TRANSMISE AU RECTEUR :

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.